

Seul le prononcé fait foi



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Allocution d'ouverture

**Monique Barbut, Directrice générale et Présidente
Fonds pour l'environnement mondial**

Forum économique international des Amériques / Conférence de Montréal

Forum 5 – Forêts : Investir dans l'avenir,

Le 7 juin 2011

Mesdames et Messieurs,

Bonjour !

Je tiens à remercier Andrew, [Andrew Mitchell, modérateur et directeur du Global Canopy Programme] pour son aimable présentation et Ahmed pour m'avoir invitée à faire partie de ce panel éminent. Avec cette palette impressionnante d'orateurs, je suis convaincue que nous aurons un débat animé aujourd'hui !

Je tiens mon point de vue du secteur public, notamment en ce qui concerne le financement de la protection de l'environnement à l'échelle internationale, et ce thème vient à point nommé : l'Assemblée générale des Nations Unies a en effet déclaré 2011 « Année internationale des forêts ». Mais n'allez pas y voir une simple thématique environnementale de plus en vogue.

Selon les experts du développement international, près de 1,6 milliard de personnes dépendent dans une certaine mesure des forêts pour leur subsistance. Il s'agit donc bel et bien d'un enjeu économique également. Un autre fait important dont il faut se rappeler est que dans de nombreuses zones rurales, les forêts génèrent près du quart du revenu total des ménages. Très souvent, les populations démunies sont particulièrement tributaires des

forêts et des revenus qu'elles génèrent, et donc la bonne gestion de cette ressource pourrait réduire sensiblement l'écart entre les riches et les pauvres.

Bien entendu, les forêts fournissent également tout un ensemble de services aussi bien environnementaux que sociaux. Elles abritent environ 80 % de l'ensemble de la biodiversité terrestre, stockent plus de carbone que l'atmosphère terrestre tout entière et fournissent de l'eau propre.

Si donc il est vrai que les forêts sont importantes pour notre environnement et pour les populations forestières et riveraines, comment est-il possible que 6 millions d'hectares de forêts continuent de disparaître chaque année ? Pour les Canadiens qui sont parmi nous, 6 millions d'hectares pourraient ne pas représenter une grande superficie. C'est moins de 5 % de la taille du Québec. Mais pour nous Européens cela représente quasiment la superficie de la Belgique et des Pays-Bas réunis.

S'il venait à quelqu'un la seule idée de convertir une mine d'or particulièrement productive en un parking, on penserait qu'il a perdu la tête. Or, lorsque des forêts sont détruites et les terres affectées à des usages économiquement moins productifs, cela est souvent considéré comme du développement. Ce phénomène tient notamment au fait que les forêts sont

largement traitées comme un bien public qui, en réalité, n'est pas apprécié à sa juste valeur monétaire. Ce problème est aggravé par le fait que les chiffres sur les services écologiques forestiers et les revenus tirés des forêts ne sont pas souvent pris en compte dans les statistiques nationales, et donc la valeur réelle des forêts est systématiquement sous-estimée, ce qui, indirectement, encourage leur destruction.

Les efforts déployés récemment pour mieux déterminer la valeur économique des forêts en ce qui concerne la séquestration et le stockage du carbone pourraient marquer un tournant pour le financement de la protection de l'environnement à l'échelle mondiale. À cet égard, selon les estimations, la réduction de moitié du taux de déboisement d'ici à 2030 pourrait permettre d'éviter des dégâts dus au changement climatique évalués à plus de 3 000 milliards de dollars, à comparer aux 20 milliards de dollars annuels que coûterait la réduction de moitié du taux de déboisement.

Au FEM, nous savons, de par notre propre expérience sur le terrain, comment la protection des forêts crée des synergies multiples et favorise des économies importantes.

Permettez-moi de vous en donner juste un exemple : entre 2003 et 2008, nous avons travaillé avec le Gouvernement brésilien, l'institution allemande KfW, et le WWF pour établir 15 nouvelles zones protégées d'une superficie totale de 9 millions d'hectares en Amazonie brésilienne. L'objectif principal lorsque nous concevions le projet était d'aider à préserver la biodiversité d'importance mondiale – qu'il s'agisse de coccinelles, de papillons, d'atèles, d'aras ou de dauphins roses – en doublant la superficie de la partie de l'Amazonie brésilienne placée sous protection. Des études ont cependant révélé depuis lors que les impacts de cette initiative du FEM vont au-delà de la préservation de la biodiversité. En aidant à réduire les taux de déboisement au Brésil, le projet aura également permis de prévenir plus d'un tiers des émissions annuelles de CO₂ au niveau mondial à l'horizon 2050. Qui plus est, l'introduction, grâce au même projet, de méthodes de pêche durables a permis d'augmenter considérablement les moyens de subsistance et le revenu des populations locales.

Là où je veux en venir c'est que si cette initiative a rencontré un brillant succès sur le plan de la biodiversité, elle a également contribué de façon remarquable à la réalisation d'autres objectifs prioritaires pour la société.

Il s'agit là d'un modèle que nous appliquons depuis plus de deux décennies.

L'organisation dont j'ai la charge, le Fonds pour l'environnement mondial, a pour mandat de mobiliser des ressources pour financer des programmes et des projets à l'appui des objectifs, non pas d'une, mais de trois Conventions de Rio (changements climatiques, biodiversité et désertification), dont deux sont représentées dans le panel. Nous avons par conséquent une approche particulière à proposer pour accroître la valeur de notre patrimoine naturel.

Aujourd'hui nous sommes encouragés par les contributions qui ont été annoncées à hauteur de plus de 5 milliards de dollars au titre de la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement. Le fait que nous ayons de plus en plus conscience des forêts et de leur capacité à atténuer les effets du changement climatique offre une occasion historique de créer de la valeur économique et de protéger l'environnement.

Néanmoins, je sais aussi que, d'un point de vue politique, il est impossible que le FEM ou toute autre institution financière publique couvre l'ensemble des coûts prévus associés à la préservation de la biodiversité et s'attaque au changement climatique, compte tenu des politiques économiques et des systèmes nationaux de comptabilité actuellement en place.

Maintenant plus que jamais, l'investissement dans les forêts doit être un effort conjugué des secteurs public et privé. Cet investissement doit être intelligent, catalyseur et innovant.

Il faut par exemple transposer à grande échelle les innovations expérimentales qui font de la biodiversité une source de rémunération, telles que les régimes de monétisation des services écologiques. Il faut promouvoir les possibilités pour les petites et moyennes entreprises de mener des activités respectueuses de l'environnement grâce à des mécanismes de financement et de marketing plus innovants. Il faut utiliser les mécanismes d'incitation des entreprises de façon créative pour les encourager à adopter un comportement plus respectueux de l'environnement.

Nous soutenons tous ces types d'investissement dans le cadre de nos propres programmes.

Bien que le FEM soit la plus importante source de financement des forêts au niveau mondial – nous nous considérons vraiment comme rien de plus qu'un membre d'un groupe d'acteurs résolu et unis dans la conviction que nous sommes tenus de léguer aux générations futures une planète tout aussi riche que celle que nous avons héritée de nos parents et grands-parents. Face au problème auquel nous sommes confrontés, chacun d'entre nous apporte une

optique, une vision et des ressources qui lui sont propres, et en travaillant ensemble et en synergie, le changement est possible.

Nous sommes disposés à être l'un de ces agents du changement.

Je vous remercie de votre attention.